

## La Suisse n'a plus de bébés !

Ces dernières semaines, de nouvelles données ont rappelé l'urgence d'une meilleure politique familiale. Les statistiques vaudoises publiées dans le « Numerus » d'octobre montrent que les Vaudoises qui ont aujourd'hui entre 45 et 54 ans n'ont mis au monde que 1,68 enfants par femme. La moyenne suisse est de 1,78 enfants par femme. Ces taux sont très faibles, il faudrait 2,1 enfants par femme pour assurer le renouvellement de la population grâce aux naissances.

Les causes de cette dénatalité rampante sont mises clairement en évidence dans le rapport de l'OCDE paru en octobre. Intitulé « Bébés et employeurs : Comment concilier travail et vie de famille ? », il montre que les parents suisses désirant concilier vie professionnelle et vie de famille sont parmi les plus mal lotis en comparaison internationale. Cette étude relève notamment les points suivants:

- Lorsqu'elles atteignent l'âge de 40 ans, 40% des femmes titulaires d'un diplôme d'études supérieures n'ont pas d'enfants.
- Beaucoup de parents n'ont pas autant d'enfants qu'ils le souhaiteraient. L'individualisme n'est donc pas la cause unique de la dénatalité.
- La pénurie des services de garde d'enfants empêche les femmes de travailler. La capacité des structures d'accueil pour les petits enfants est largement insuffisante face à la demande. Les raisons de cette pénurie est simple: la Suisse n'investit que 0,2% de son PIB dans les crèches et garderies. C'est cinquante fois moins que le Danemark ou la Suède!

Notre gouvernement a pleinement connaissance de ces chiffres peu flatteurs pour notre pays: cette étude de l'OCDE a été présentée aux médias et au public par M. les Conseillers fédéraux Deiss et Couchepin, le 28 octobre 2004. Malgré cela, et malgré de nombreuses propositions intéressantes, la politique familiale s'enlise dans les calculs d'apothicaires. Dix-huit cantons proposent d'abolir les primes d'assurance pour enfants, mais la commission du Conseil National préfère une solution proportionnelle aux revenus des familles. Le Conseil des Etats propose des allocations familiales unifiées à 200.-fr par enfant, le Conseil fédéral est d'accord pour unifier, mais refuse d'articuler un montant... L'encouragement fédéral pour la création de nouvelles crèches, limité à 2 ans dans un premier temps, ne donne pas de solution pour le long terme. Au mois de mai, le gouvernement avait bien essayé d'emballer le paquet fiscal dans un peu de politique familiale, mais le peuple ne s'est pas laissé duper. Depuis, on ne parle plus que de baisse d'impôts pour faire maigrir l'Etat et alléger la charge fiscale des entreprises. Les familles attendront! Pendant ce temps les femmes ont toujours moins d'enfants...

Les constats de l'étude de l'OCDE devraient pourtant ramener à la raison les partis de droite si soucieux de la santé de l'économie et des finances publiques : investir dans la famille est éminemment rentable. Une étude réalisée dans le canton de Zurich a démontré que chaque franc investi dans les crèches en rapporte trois à l'économie. Il est urgent que la Suisse politique aboutisse à des décisions constructives pour une politique familiale digne de ce nom. Quelques pistes qui sont depuis longtemps proposées par la gauche s'inscrivent dans cette démarche urgente :

- Allocations familiales unifiées à 450.-fr par mois et par enfant selon l'initiative de travail.suisse.
- Gratuité des primes d'assurance maladie pour les enfants

- Accroissement des investissements publics pour les services de garde d'enfants et d'accueil parascolaire
- Splitting complet des impôts dans le couple et introduction du rabais d'impôt par enfant

Faudra-t-il attendre plus d'un demi-siècle, comme pour le congé maternité, pour que ces propositions se concrétisent ? Mmes et M. les politiciens du Centre Droite, le temps presse. La Suisse ne fait plus d'enfants et présente depuis dix ans un taux de croissance économique inférieur à ses voisins!

Josiane Aubert, présidente du PSV / novembre 2004